

**Point de presse de la porte-parole -
Quatrième conférence nationale
humanitaire - Ukraine/Déplacement
de M. Jean-Yves Le Drian - Ukraine
- Comores - Egypte - Iran -
Armement
(Paris, 22 mars 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Quatrième conférence nationale humanitaire (Paris, 22 mars 2018)

M. Jean-Yves Le Drian a ouvert ce matin la quatrième conférence nationale humanitaire.

La conférence humanitaire réunit des représentants des principales organisations internationales et non-gouvernementales partenaires de l'action humanitaire de la France et constitue ainsi un point de rencontre et de discussion pour l'ensemble des acteurs du monde humanitaire dans leur diversité.

Elle permet de débattre des principaux axes de la nouvelle stratégie humanitaire (financement, droit international humanitaire, articulation humanitaire-développement, acteurs locaux).

M. Jean-Yves Le Drian a présenté la nouvelle stratégie humanitaire de la France pour la période 2018-2022, qui marque un changement d'échelle de l'action humanitaire de notre pays et dote celle-ci d'un cap clair, assorti de moyens démultipliés. Les moyens de l'action humanitaire seront plus que triplés et passeront à 500 M d'euros annuels à l'horizon 2022. Cette augmentation des financements, inédite dans notre histoire, sera accompagnée de réformes visant à améliorer l'efficacité de notre aide par la simplification et la transparence.

M. Jean-Yves Le Drian a également insisté sur l'importance de l'articulation entre l'aide humanitaire, conduite par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et l'action de développement menée par l'Agence française de développement. Des stratégies de réponse communes, comprenant une analyse conjointe des besoins et une coordination des appels à projets, seront mises en place. Le ministre a aussi annoncé la mise en place d'un mécanisme de renforcement des capacités des acteurs locaux.

M. Jean-Yves Le Drian a enfin rappelé le caractère fondamental du droit international humanitaire dans la politique étrangère de la France et mis en avant nos initiatives pour renforcer la protection des personnels humanitaires et encadrer le droit de veto au Conseil de

sécurité des Nations unies en cas d'atrocités de masse.

Il a conclu son intervention par une visite des stands des ONG dans le "village humanitaire".

Cette conférence sera clôturée par M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

2 - Ukraine - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (22-23 mars 2018)

M. Jean-Yves Le Drian se rend en Ukraine les 22 et 23 mars, après avoir reçu son homologue Pavlo Klimkine le 5 février.

Cette première visite en Ukraine du ministre de l'Europe et des affaires étrangères aura notamment pour objectif de rappeler l'engagement de la France dans la résolution du conflit et la mise en oeuvre des accords de Minsk, en particulier dans le cadre du format Normandie auquel elle participe activement.

Elle sera aussi l'occasion de marquer notre soutien - aux côtés de l'Union européenne et du G7 - au processus de réformes en Ukraine et de consolider les coopérations entre nos deux pays.

M. Jean-Yves Le Drian aura de nombreux entretiens avec les autorités ukrainiennes. Il évoquera notamment avec le président Petro Porochenko les attentes de l'Union européenne en matière de réformes et de lutte contre la corruption, en particulier s'agissant de la création d'une cour anticorruption spécialisée. Les échanges avec le Premier ministre permettront de faire le point sur nos échanges économiques et commerciaux et de rappeler les attentes des entreprises françaises en matière de réformes pour instaurer un climat propice aux investissements, alors que la France est le premier employeur étranger avec plus de 160 entreprises en Ukraine. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'entretiendra également avec le président du Parlement, M. Andriy Paroubiy, et la présidente de la commission des affaires étrangères, Mme Anna Hopko, pour évoquer l'état de mise en oeuvre des réformes et rappeler l'engagement de la France dans la résolution du conflit à l'est de l'Ukraine.

Avec son homologue Pavlo Klimkine, M. Jean-Yves Le Drian travaillera à l'approfondissement de nos relations bilatérales dans les secteurs de l'économie et des échanges humains et rappellera la nécessité pour l'Ukraine de poursuivre ses efforts de réformes et de lutte contre la corruption, en conformité avec les conditionnalités de l'Union européenne et du FMI. Les ministres évoqueront en détail l'état des négociations pour la mise en oeuvre des accords de Minsk ainsi que la situation sécuritaire et humanitaire. A l'occasion de son déplacement, M. Jean-Yves Le Drian remettra les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur au chef de la mission spéciale de l'OSCE, M. Ertugrul Apakan. Il rencontrera également des prisonniers libérés lors de l'échange du 27 décembre dernier et des représentants de personnes disparues, avec lesquels il évoquera leurs conditions de détention et les mécanismes pouvant être mis en place pour faciliter l'identification et la recherche de personnes disparues.

Lors de son déplacement, M. Jean-Yves Le Drian visitera le Maïdan, symbole des espoirs et des attentes des Ukrainiens, accompagné de l'écrivain Andrey Kourkov, témoin des événements de 2014. Il se rendra également au mémorial de Babi Yar pour rendre hommage aux victimes de la Shoah.

La France demeure pleinement engagée dans la résolution du conflit à l'est de l'Ukraine et est attachée au respect de la souveraineté de l'Ukraine sur l'ensemble de son territoire.

3 - Ukraine

Q - Pourriez-vous nous préciser le programme de M. Jean-Yves Le Drian à Kiev ? Qui va-t-il rencontrer ? Quels sujets seront abordés ?

R - Je vous renvoie à la déclaration que nous venons de faire.

4 - Comores

Q - Quelle est la réaction de la France après le renvoi mercredi soir par les Comores d'un bateau transportant des immigrants clandestins, en grande majorité comoriens, vers Mayotte ?

R - La France déplore la circulaire du ministère des transports comorien qui interdit aux compagnies aériennes et maritimes de prendre à bord "toute personne considérée par les autorités qui administrent Mayotte comme en situation illégale". Les termes de cette circulaire comme sa portée sont contraires à la relation que nous souhaitons entretenir avec les Comores.

Nous avons immédiatement approché les autorités comoriennes pour que cette décision soit rapportée.

5 - Egypte

Q - Considérez-vous que la campagne présidentielle égyptienne renforce la démocratie et l'Etat de droit dans ce pays ?

R - La campagne électorale s'est ouverte le 24 février en vue du scrutin qui doit se tenir du 26 au 28 mars.

Nous suivons avec attention ces échéances importantes.

6 - Iran

Q - Les Etats-Unis ont déclaré hier qu'ils préparent un plan de secours pour parer à l'éventualité d'un échec des négociations avec les Européens sur le dossier iranien. Du côté européen, avez-vous aussi commencé à préparer un plan pour cette éventualité ?

R - Il importe que l'accord de Vienne soit préservé. Nous oeuvrons avec nos partenaires européens en ce sens. À ce stade, les Etats-Unis mettent en oeuvre cet accord. Nous espérons qu'ils confirmeront cette position. C'est une décision qui leur revient.

Pour notre part, nous sommes attachés à la mise en oeuvre complète de l'accord, ce qui nécessite que l'Iran continue de respecter tous ses engagements.

Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian en marge du conseil affaires étrangères du 19 mars, "nous sommes tout à fait déterminés à faire en sorte que l'accord de Vienne soit respecté et nous devons agir avec force à cet égard. Mais il ne faut pas exclure pour autant les responsabilités iraniennes dans la prolifération balistique et dans un rôle très contestable dans l'ensemble de la zone du Proche et du Moyen-Orient".

7 - Armement

Q - Est-ce que la France envisage de bloquer la présence du géant de l'armement russe Rosoboronexport pour les prochains salons d'armements en France dont Eursatory en juin ?

R - La France applique de manière rigoureuse les dispositions relatives aux mesures restrictives sur le commerce des armes avec la Russie.

Ces mesures n'interdisent pas aux entreprises russes de participer aux salons européens mais aucun matériel entrant dans le champ de l'embargo n'est autorisé à y être exposé./.